

**Direction départementale des  
Territoires**

6 Place de la Pyrotechnie  
18019 BOURGES CEDEX  
Téléphone : 02 34 34 61 00  
Télécopie : 02 34 34 63 04

**ARRETE N° 2017-0559**

**Règlementant pour l'année 2017 les prélèvements d'eau  
pour l'irrigation dans les bassins versants de l'Yèvre à l'aval de Bourges, du Colin, de l'Ouatier,  
et du Langis.**

-----

La préfète du Cher,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article R211-66 portant application de l'article L211-3 relatif à la limitation et à la suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie,

Vu l'arrêté préfectoral 2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2014-1-0309 du 25 avril 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Yèvre Auron,

Vu l'avis de la commission gestion volumétrique du bassin Yèvre Auron sur la reconduction en 2017 du protocole de gestion volumétrique, rendu lors de sa séance du 27 janvier 2017,

Vu l'avis de la Commission Locale de l'Eau du bassin Yèvre Auron sur la conduite en 2017 du protocole de gestion volumétrique, rendu lors de sa séance plénière du 15 mars 2017,

Vu l'information des membres de la cellule départementale de l'eau du 12 septembre 2017,

Considérant que les prélèvements d'eau dans les eaux superficielles et souterraines sont susceptibles à certaines époques de l'année d'affecter les ressources disponibles, et nécessitent, autant pour la préservation de la santé publique, de la salubrité publique que pour la protection des écosystèmes aquatiques, que des mesures de restrictions soient prises,

Considérant que le débit de l'Yèvre aval est inférieur au seuil d'alerte, et poursuit sa baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

Considérant que le débit de l'Ouatier est inférieur au seuil d'alerte renforcée, et poursuit sa baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

Sur proposition de la directrice départementale des Territoires du Cher,

## ARRETE :

### Article 1<sup>er</sup> - Réduction

Sur le bassin versant de l'Yèvre à l'aval de Bourges, les volumes individuels n'ayant pas été utilisés à la date de signature du présent arrêté sont réduits de 20%.

Sur le bassin versant du Colin, de l'Ouatier, du Langis les volumes individuels n'ayant pas été utilisés à la date de signature du présent arrêté sont réduits de 50%.

### Article 2 – Relevés des compteurs

Un relevé de chaque compteur concerné doit être retourné à la DDT au plus tard trois jours après la signature du présent arrêté. Celui-ci est transmis par télécopie ou par courrier électronique sur le modèle de formulaire joint en annexe 1.

Si les relevés ne sont pas transmis dans les temps, le volume pris en compte pour appliquer la réduction sera le volume annuel, ou le cas échéant, le dernier relevé de compteur transmis.

### Article 3 – Dérogations

Des dérogations aux dispositions du présent arrêté pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service chargé de la police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

Seules les exploitations qui irriguent exclusivement des cultures appartenant à la liste ci-dessous sont susceptibles de se voir accorder une telle dérogation :

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| -cultures fruitières et assimilées, | -cultures maraîchères et légumières,   |
| -cultures florales,                 | -essais de semences de maïs recherche, |
| -pépinières,                        | -cultures de semences et de tabac.     |

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande doit être formulée au moyen du formulaire en annexe 2 du présent arrêté.

### Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des territoires du Cher, le chef du service départemental de l'agence française de la biodiversité, et les agents cités à l'article L 216-3 du code de l'Environnement , sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à chaque mairie des communes situées dans le périmètre

des bassins versants de l'Yèvre à l'amont de Bourges, du Colin, de l'Ouatier, du Langis, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes.

Bourges, le 14 SEP. 2017

Pour la Préfète et par délégation,  
La directrice départementale des territoires



Gaëlle LEJOSNE

#### **Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits:

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé à madame le ministre en charge de l'environnement.

Conformément aux articles L. 214-10 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Orléans, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

## Annexe 1

### Relevés des prélèvements

Nom du titulaire de  
l'autorisation:

	N° MISE du prélèvement :	N° MISE du prélèvement :
	N° du compteur Agence de bassin (n° captage):	N° du compteur Agence de bassin (n° captage):
Date de relevé du compteur		
Indice compteur		
Observations : panne de compteur, de matériel, etc....		

Fiche à renvoyer au Service de police de l'eau (DDT du Cher fax :02 34 34 63 04 ou e mail : [ddt-scr-bgre@cher.gouv.fr](mailto:ddt-scr-bgre@cher.gouv.fr))

N.B. : ces informations sont susceptibles d'être communiquées à la Chambre d'agriculture et à AREA Berry

## Annexe 2

### **Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2017**

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) : .....  
.....  
.....

**Type d'irrigation / matériel :**     aspersion / enrrouleur  
    aspersion / pivot  
    localisée / goutte à goutte

Type de culture :

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières         |
| <input type="checkbox"/> cultures florales                 | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche       |
| <input type="checkbox"/> pépinières                        | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac           |
|  | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche |

NB : Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

- Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2017 et je demande une dérogation dès le plan d'alerte.
- J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2017 et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise.

Préciser :

culture	surface concernée (ha)	nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		juillet	août	septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

